

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3 rue Paul Guiton  
74000 Annecy

Annecy, le 11/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COOPERATIVE AGRICOLE JURA MONT BLANC**

69 Route des Agriculteurs, Z.I. Les Grands Champs  
74580 Viry

Références : 20260224-RAP-InspCoopViry-SilosA  
Code AIOT : 0006104764

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE JURA MONT BLANC implanté 69 Route des Agriculteurs, Z.I. Les Grands Champs 74580 Viry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE AGRICOLE JURA MONT BLANC
- 69 Route des Agriculteurs, Z.I. Les Grands Champs 74580 Viry
- Code AIOT : 0006104764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Coopérative Agricole Jura Mont-Blanc exploite 8 silos de collecte et 16 magasins de libre service agricole généralement couplés avec un entrepôt polyvalent à l'usage de ses adhérents. Ces

sites sont implantés dans les départements de la Haute-Savoie, de la Savoie et de l'Ain.

Le site de Viry a pour activités principales :

- La collecte, le transport, le stockage et le séchage de grains de céréales (blé, orge, maïs) ou graines oléagineuses.
- Le stockage et le négoce d'engrais en sacs et en big-bags.
- Le stockage et le négoce de produits phytosanitaires destinés aux grandes cultures.
- Une unité d'écrasement, de mélange et de conditionnement en sacs de céréales pour l'alimentation du bétail.

L'établissement occupe une superficie de 21 500 m<sup>2</sup> et emploie environ une trentaine de personnes (personnel administratif, conduite des installations et chauffeurs des camions de transport).

Il comporte les principales installations suivantes :

- un silo métallique de stockage des grains de céréales constitué de cellules ouvertes à axe vertical et de boisseaux de différentes capacités (750 t, 550 t, 500 t, 250 t, 100 t, 25 t et 10 t) et d'une tour de manutention des grains. La capacité totale du silo s'élève à 8000 t (10 670 m<sup>3</sup>),
- deux cellules métalliques de stockage des grains, fermées et rondes à axe vertical, d'une capacité unitaire de 5500 t soit 11 000 t au total (14 670 m<sup>3</sup>),
- un poste de réception des grains transportés par camions,
- un séchoir des grains fonctionnant au gaz propane (puissance thermique de 8 MW),
- une unité de fabrication d'aliments pour le bétail comportant des cellules et boisseaux de différentes capacités (entre 9 t et 50 t) ainsi qu'une tour de manutention des grains. Capacité totale de 1392 t (1852 m<sup>3</sup>),
- un bâtiment entrepôt pour le stockage des engrais solides (1249 t) et des produits phytosanitaires (100 t),
- un réservoir de propane d'une capacité de 33,8 t destiné à alimenter le séchoir des grains.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation des installations est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-2015 du 18 septembre 1998. Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées survenues depuis 1998, le tableau de classement des activités figurant à l'article 1-3 de cet arrêté a été actualisé par courrier du préfet en date du 13 octobre 2016 adressé à l'exploitant.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR – 2 (Silos A)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 4.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 4.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Empoussièrement	Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 3.4	Sans objet
3	Découplage et événements	Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 2.1	Sans objet
4	Installations de transfert	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant :

- ajoute un affichage clair à l'emplacement du point de rassemblement sur le parking (panneau signalétique) et transmet une photographie à l'inspection, attestant de l'ajout de ce panneau.
- met à jour le formalisme de son Permis de feu afin d'y mentionner explicitement l'obligation d'une surveillance 2 heures après la fin de chaque travail par point chaud. Il veille à ce que l'horaire de la vérification finale soit systématiquement consigné sur le formulaire de permis de feu au moment de la signature de clôture, afin d'attester du respect de ce délai de sécurité.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Empoussièrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, silos
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.  La fréquence des nettoyages sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant. [...]  Le nettoyage des ateliers sera, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b>  La prescription (basée sur l'Article 3.4 de l'AP de 1998) exige un nettoyage régulier des sols, parois et machines, réalisé par aspiration, avec une fréquence fixée par l'exploitant et l'usage de matériel de sécurité adapté.  L'exploitant a transmis des plans de nettoyage détaillés pour les années 2023, 2024, 2025 et début 2026. Ces documents prouvent que la fréquence est bien fixée (généralement mensuelle pour les

<p>sols) et que le suivi est effectif.</p> <p>Le nettoyage concerne tous les niveaux de la tour de manutention (RDC au 6ème étage), le sous-séchoir, les couloirs sous cellules, les fosses et l'usine de fabrication d'aliments.</p> <p>Le mode "aspiration" est renseigné pour les locaux techniques, conformément à la prescription.</p> <p>Un nettoyage des structures hautes (charpentes et parois) est planifié tous les trois ans, avec une intervention enregistrée en juin 2025.</p> <p>Lors de la visite des installations le 24/02/2026, les locaux ont été constatés globalement propres, confirmant l'efficacité opérationnelle des procédures en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Accessibilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 4.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, silos</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.</p> <p>L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de son établissement.</p> <p>Les bâtiments, silos et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est intégré dans un dispositif de secours structuré, comme l'atteste la Fiche Réflexe ETARE N°23980 établie par le SDIS 74, qui identifie les accès et les points d'eau incendie (poteaux n°32, 33 et 34). Par ailleurs, l'exploitant dispose de consignes de sécurité et de circulation à jour dans son registre de sécurité (Rév. 4 - Septembre 2025). Un point de rassemblement pour l'évacuation du personnel a été défini (sur le parking du site) et repéré sur un plan.</p> <p>Lors de la visite des installations, aucun objet susceptible de gêner la circulation n'a été relevé, mais il a été constaté que le point de rassemblement n'est pas indiqué in situ.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant ajoute un affichage clair à l'emplacement du point de rassemblement sur le parking (panneau signalétique). Dans le même délai il transmet une photographie à l'inspection, attestant de l'ajout de ce panneau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Découplage et événements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, silos
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les parois de la tour d'élévation et des ateliers exposés aux poussières seront munies de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion.  Les toitures et couvertures des cellules de stockage des céréales seront réalisées en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.
<b>Constats :</b>  La stratégie de limitation des effets d'une explosion de poussières sur le site repose sur l'utilisation de surfaces décompressibles.  Lors de la visite, il a été confirmé que les toitures des deux silos sont réalisées en matériaux légers, conformément aux prescriptions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 18/09/1998, afin d'offrir le moins de résistance possible en cas de surpression. Visuellement, tout en restant au sol, aucun obstacle ou équipement lourds n'ont été constatés pouvant entraver l'ouverture des éléments légers en cas de surpression.  Par ailleurs, les cellules de l'usine sont de type « ouvertes », ce qui participe également à la mise en sécurité passive des structures en permettant une décharge naturelle de l'onde de choc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Installations de transfert

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, silos
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.  Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.  Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

**Constats :**

Ce point de contrôle vise à vérifier que les équipements de manutention ne constituent pas une source d'inflammation ou un vecteur de propagation d'incendie.

Le registre de sécurité (Rév. 4 de sept. 2025) confirme que les élévateurs sont équipés d'antidériveurs, de contrôleurs de déport de bande et de contrôleurs de rotation pour éviter les échauffements. Les transporteurs à bande disposent également de contrôleurs de déport.

L'Étude Technique Foudre identifie correctement les têtes d'élévateurs et les transporteurs comme des équipements situés en Zone ATEX 22 (poussières).

Concernant la protection contre la propagation du feu, l'exploitant a transmis un certificat de conformité attestant que les bandes de manutention installées sur le site présentent des caractéristiques non-propagatrices de la flamme.

S'agissant de la maîtrise de l'empoussièrement lié au transfert des grains, l'exploitant affirme que les équipements de manutention sont asservis aux centrales d'aspiration, provoquant l'arrêt automatique des circuits en cas de défaut du système de dépoussiérage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Permis feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/09/1998, article 4.10

**Thème(s) :** Actions régionales, silos

**Prescription contrôlée :**

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

**Constats :**

Le Registre de sécurité (Rév. 4 - Septembre 2025) dédie une section entière (Section 14) aux travaux par points chauds. Il définit les travaux concernés (soudure, meulage, chalumeau) et l'autorité de délivrance (le responsable du site). Un modèle type de "PERMIS DE FEU" est présent dans le registre, incluant une check-list de sécurité (nettoyage du sol, présence d'extincteur) et une section pour la "VÉRIFICATION FINALE".

L'exploitant a transmis les derniers permis de feu établis sur le site, confirmant l'utilisation effective de cette procédure pour encadrer les interventions de maintenance par points chauds (soudage, meulage, etc.).

L'examen des documents fournis (notamment ceux d'avril et d'août 2025) montre que les mesures de prévention préalables, telles que la mise à disposition d'extincteurs et le nettoyage des zones de travail, sont correctement identifiées et validées avant le début des opérations.

Toutefois, bien que l'article 4.9 de l'arrêté préfectoral du 18/09/1998 impose la réalisation de « visites de contrôle » après toute intervention, les formulaires actuels ne permettent pas de garantir le respect d'un délai de surveillance de 2 heures après la fin des travaux.  
L'exploitant a précisé que cette visite de contrôle était effectuée par ses équipes mais non formalisée dans le permis de feu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant doit mettre à jour le formalisme de son Permis de feu afin d'y mentionner explicitement l'obligation d'une surveillance 2 heures après la fin de chaque travail par point chaud.

Dans ce cadre, il doit veiller à ce que l'horaire de la vérification finale soit systématiquement consigné sur le formulaire de permis de feu au moment de la signature de clôture, afin d'attester du respect de ce délai de sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois